

Front unitaire de résistance

vendredi 11 mai 2007, par [SIEGLMANN Emmanuel](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mai 2007).

Ainsi donc, le voilà président. Celui à qui le RESF avait décerné le titre de « ministre de la Chasse à l'enfant » est parvenu à ses fins. Il lui a fallu chercher « un par un » les électeurs du FN, les attirer dès le premier tour, garantir un report massif de leurs voix au second. Pour transformer l'essai aux législatives, le nouveau président ne peut que poursuivre dans le registre de la démagogie raciste. Les premières victimes de l'ère Sarkozy sont tout désignées : les immigrés et leurs enfants. Premier chantier, avec la remise en cause du droit de grève : le fameux ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, ainsi qu'un nouveau durcissement des législations sur le séjour. Non content de nous avoir déjà asséné des lois anti-immigrés en 2003 et 2006, Sarkozy a annoncé des exigences nouvelles contre le regroupement familial : davantage de ressources et la maîtrise préalable de la langue française.

On verra sans doute Sarkozy quitter le yacht de luxe de son ami Vincent Bolloré au large de Malte - ah, la France qui souffre ! - pour verser des larmes de crocodile, le 10 mai, devant une stèle à la mémoire de l'esclavage. Mais pas question de « repentance », pour une droite assumant sans complexe les massacres « civilisateurs » de la colonisation et tentée de nier la responsabilité directe de Vichy dans la Shoah. Les signes répétés de connivence idéologique avec l'extrême droite continueront en vue des législatives.

Sarkozy est légalement élu, mais les agressions dont il menace les travailleurs, les jeunes et les immigrés, ne sont nullement légitimes pour autant. C'est un front unitaire de résistance qu'il faut lui opposer, rassemblant toutes les forces sociales et démocratiques. Résister aux rafles, résister aux lois réactionnaires, résister à la criminalisation de la solidarité. Non en chantant La Marseillaise ou en agitant au balcon le drapeau tricolore : la victoire de Sarkozy doit aussi au refus de Ségolène Royal de s'engager nettement pour la régularisation. Il faut résister socialement, comme les travailleurs et les jeunes ont su le faire contre le CPE il y a un an. Car, pour battre la droite dans la rue et dans les urnes, nous n'attendrons pas 2012.

P.-S.

* Paru en éditorial dans Rouge n° 2205 du 10 mai 2007.